

en décembre et accusé de se servir de cet organisme pour recueillir des renseignements d'ordre économique et militaire afin de les transmettre à la légation des États-Unis à Budapest. Après un interrogatoire qui se prolongea pendant deux semaines, il fut relâché et expulsé de Hongrie.

Les journalistes font l'objet d'une attention marquée. Le nombre restreint de ceux qui se trouvaient en Tchécoslovaquie et en Pologne a été, de force, réduit de moitié environ. En Tchécoslovaquie notamment, les quatre correspondants occidentaux les plus en vue, représentant la *Presse Associée*, la *United Press*, l'*Agence France-Presse* et les journaux *Kemsley* furent expulsés le 6 janvier 1950. On les accusait de donner de la Tchécoslovaquie un tableau « dénué d'objectivité », et d'avoir dans le pays des « relations » jugées réactionnaires.

Des particuliers, notamment des hommes d'affaires, sont maintenant soumis à des arrestations arbitraires et à des accusations d'espionnage ou de délits semblables. Au mois d'août 1949, trois citoyens des États-Unis, M. Hermann Field, son épouse et son frère disparurent: le premier en Pologne, les deux autres en Tchécoslovaquie. Le Département d'État est resté jusqu'ici sans nouvelles d'eux malgré les démarches et les protestations qu'il a faites auprès des deux gouvernements intéressés. Le cas le mieux connu est celui de M. Robert Vogeler et de M. Edgar Sanders, qui furent arrêtés par la police hongroise en novembre 1949. M. Vogeler, citoyen des États-Unis, représentait en Europe orientale l'International Telephone and Telegraph Corporation tandis que M. Sanders, ressortissant du Royaume-Uni, était gérant à Budapest de la Standard Electric Company, filiale de l'International Telephone and Telegraph Company. Après leur procès, en février, ils furent condamnés respectivement à quinze et à treize ans d'emprisonnement sous l'accusation d'avoir, sur les instructions du Service des renseignements des États-Unis, obtenu des secrets économiques, politiques et militaires en Hongrie. Les légations des États-Unis et du Royaume-Uni se sont vu refuser l'accès à ces deux prisonniers, ceci en contradiction flagrante avec l'usage international le plus élémentaire.

Il y a lieu de se demander à quoi tendent tous ces ennuis. Pour les Occidentaux, l'aspect le plus alarmant de toutes ces mesures semble être la différence fondamentale qu'elles révèlent entre les conceptions qu'on se fait de la valeur de l'individu et de ses relations avec l'État. Si l'on songe à la nature des ennuis causés, il est évident qu'il s'agit, dans chaque pays, d'actes prémédités de longue main. En outre, les méthodes se ressemblent tellement qu'il y a lieu de croire qu'elles sont appliquées de l'extérieur. Quant au but visé, il semble que ce soit d'isoler les pays satellites, au même degré que l'U.R.S.S., du monde occidental. Il faut admettre que les efforts tentés dans ce sens ont eu jusqu'ici beaucoup de succès. Les contacts de toutes sortes ont été réduits de façon radicale, de sorte que les citoyens des pays satellites craignent de plus en plus de fréquenter les Occidentaux, qu'on leur représente comme se livrant exclusivement à des manœuvres d'espionnage. Ainsi, la formule soviétique est graduellement imposée aux petits États de l'Europe orientale, non seulement dans le domaine de l'économie, de la politique, de la sécurité et de l'idéologie, mais même en ce qui concerne le traitement des Occidentaux comme individus.